



**PRÉFÈTE  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,  
du Travail, des Solidarités et de la  
Protection des Populations**

Environnement Biologique  
30, rue de l'Hôtel de Ville  
CS58434  
79024 Niort

Niort, le 03/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GAEC DE LA BUTTE**

15 route de la Butte  
TAIZE  
79100 Plaine-et-Vallées

Références : 2024-03524  
Code AIOT : 0057900742

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2024 dans l'établissement GAEC DE LA BUTTE implanté 15 route de la Butte TAIZE 79100 Plaine-et-Vallées. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des actions correctives exigées suite à l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2021 de mise en demeure à l'encontre du GAEC DE LA BUTTE, ainsi que dans le cadre d'un signalement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC DE LA BUTTE
- 15 route de la Butte TAIZE 79100 Plaine-et-Vallées
- Code AIOT : 0057900742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Site d'élevage avicole comportant trois bâtiments de volailles de chair connu au titre des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) sous le régime de l'autorisation.

Site comprenant aussi des activités non classées au titre de la nomenclature des ICPE (élevage de vaches allaitantes, élevage de chèvres).

Site actuellement en travaux, et en restructuration pour la partie des activités non classées.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure

## Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.	Demande d'action corrective	10 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Entretien des sols des bâtiments et annexes	Arrêté Ministériel du 26/12/2013, article 11.I	Demande d'action corrective	10 mois
6	Tuyauteries et canalisations effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11.III	Demande d'action corrective	3 mois
7	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
9	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33	Demande d'action corrective	3 mois
10	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Demande d'action corrective	10 mois
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des installations	Code de l'environnement du 18/09/2000, article L.512-8	Sans objet
8	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Certaines actions correctives ont été réalisées, d'autres sont en cours de réalisation.

Une amélioration est visible au niveau de la prise en compte de l'entretien général du site, de la gestion des effluents, de la collecte des eaux pluviales et de la lutte contre les nuisibles. Toutefois, des efforts doivent être consentis, et maintenus par la suite au niveau de la gestion des déchets, de l'entretien des équipements afin d'éviter toute nuisance pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Le site est en cours de restructuration, la réorganisation des stockages devraient permettre une amélioration du fonctionnement général de l'exploitation.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Déclaration des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article L.512-8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déclaration ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b> L'atelier bovin à l'engrais a été arrêté depuis 2 ans. Présence d'un atelier de 40 vaches allaitantes, non classé au titre de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés

et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Présence de déchets sur l'exploitation à divers endroits : ferrailles, matériel inutilisé issu du bâtiment incendié démonté, bâches, filets, plastiques, matériel inutilisé, palettes. Absence de tôles menaçant de tomber sur la toiture du hangar de stockage du matériel (non-conformité soldée depuis l'inspection précédente).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Maintenir les installations et abords en bon état de propreté (réduction, tri et élimination au fur et à mesure des déchets de l'exploitation).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Lutte contre les nuisibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Absence de nuisible ou de cadavre de nuisible constaté le jour de l'inspection. Présence d'un plan répertoriant les postes de pose des appâts (62 postes) sur lequel n'apparaît pas de postes d'appâts au niveau du nouveau bâtiment des volailles. Lutte contre les nuisibles effectuée par un prestataire. La fréquence de passage n'est pas respectée selon le contrat réalisé aux dires de l'exploitant. Le dernier passage du prestataire a été réalisé le 07/08/24, en complément, l'exploitant a acheté des sacs d'appâts le 02/10/2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Transmettre les justificatifs du programme d'action renforcée réalisée. - Prendre en compte le nouveau bâtiment volailles dans le programme de lutte
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Collecte et stockage des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.
<b>Constats :</b> Collecte des effluents d'élevage par un réseau étanche dirigé vers les équipements de stockage : <ul style="list-style-type: none"> <li>jus d'ensilage : réalisation de caniveaux et d'une fosse enterrée de récupération des jus ;</li> <li>jus de fumier atelier de vaches allaitantes : animaux élevés sur des aires paillées, absence d'écoulement de fumier ou de jus.</li> <li>eaux usées de la zone de nettoyage du matériel de la laiterie (chèvrerie) : présence d'une fosse de collecte enterrée.</li> <li>eaux usées de la plate-forme équarrissage : présence d'une fosse enterrée mais non raccordée à la plateforme.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Raccorder la plate-forme équarrissage à la fosse de stockage enterrée (été 2025).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

**N° 5 : Entretien des sols des bâtiments et annexes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2013, article 11.I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Étanchéité des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les sols des bâtiments d'élevage, (...) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité (...).
<b>Constats :</b> Présence de sols perméables et non maintenus et en parfait état d'étanchéité: <ul style="list-style-type: none"> <li>• les deux plates-formes bétonnées extérieures en bout du bâtiment volaille rénové présentent des fissures.</li> <li>• la plate-forme d'entreposage des gros animaux morts est en mauvais état.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Rénover les plateformes de manière à éviter toute nuisance et pollution vers le milieu.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

**N° 6 : Tuyauteries et canalisations effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11.III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.
<b>Constats :</b> Aire de nettoyage du matériel de traite : présence d'eau stagnante au niveau de la canalisation de collecte des eaux vers la fosse, le regard de collecte était bouché .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Assurer un entretien de manière à favoriser les écoulements vers la fosse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Présence du plan du réseau de collecte des eaux pluviales. Présence d'un réseau de collecte des eaux pluviales en cours de travaux : mise en œuvre d'un réseau de canalisation dirigé vers un puisard d'infiltration, 2 portions restantes sont à réaliser (raccordement au puisard d'infiltration et le raccordement des 2 bâtiments de volailles).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Poursuivre le raccordement des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Émissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; (...)
<b>Constats :</b> Les aires de circulation et de stationnement des véhicules sont aménagées, accessibles et dégagées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :  - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;  - trier, recycler, valoriser ses déchets ;  - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.
<b>Constats :</b> Présence de nombreux déchets (ferrailles, matériel inutilisé issu du bâtiment incendié démonté, bâches, filets, plastiques, matériel inutilisé, palettes) mis en tas, à divers endroits sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Évacuer les déchets entassés puis nettoyer les zones concernées. - Assurer une bonne gestion des déchets à l'avenir en les limitant, les triant par catégorie et en les éliminant au fur et à mesure dans des filières adaptées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.  En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.  Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Stockage en extérieur de déchets d'exploitation (bâches, filets) pouvant présenter des risques d'envols et se dégrader dans l'environnement . Présence d'une plate-forme en béton en mauvais état et difficilement nettoyable utilisée pour le stockage des animaux de grande taille morts. Ce jour, une vache morte était posée à même le sol et non sur la plate-forme prévue à cet effet. Présence d'un bac équarrissage pour le stockage des volailles mortes en attente de leur enlèvement Présence d'une chambre froide pour le stockage des animaux morts. Présence de justificatifs des enlèvements par l'équarrissage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> - Stocker les déchets de manière à ce qu'il ne présente pas de risque pour la population avoisinante et l'environnement. - Réparer la plate-forme bétonnée d'entreposage des cadavres de gros animaux de manière à ce qu'elle soit facile à nettoyer et désinfecter. - Stocker les animaux morts sur la plateforme dédiée avant leur enlèvement par l'équarrissage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 10 mois

#### N° 11 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.  Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime.  Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> Absence d'élimination régulière de l'ensemble des déchets . Seule, une partie dont bidons et ferraille a été éliminée avec présentation des justificatifs d'enlèvement . Un enlèvement pour les déchets plastiques mis en sacs (sacs de minéraux, filets, bâches d'enrubannage et d'ensilage) est prévu par la coopérative à la fin du mois de novembre . Les animaux morts sont évacués par l'équarrissage. Absence de zone de brûlage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre le reste des justificatifs des déchets restants à évacuer.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois